



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.782/2
du 27 novembre 2023

advies 74.782/2
van 27 november 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
11 juin 2018 fixant le montant
et les modalités de paiement
de l'indemnité pour les
maîtres de stage en médecine
de candidats spécialistes'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
11 juni 2018 tot vaststelling
van het bedrag en de
betalingsmodaliteiten van de
vergoeding voor de
stagemesters in de
geneeskunde van
kandidaat-specialisten'

Le 30 octobre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 11 juin 2018 fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 novembre 2023. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 novembre 2023.

*

Op 30 oktober 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 november 2023. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 november 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé que l'avis de l'Autorité de protection des données avait été sollicité mais n'avait pas encore été rendu.
2. Le projet a été soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Service public fédéral (SPF) Sécurité sociale.

Dès lors que le projet entend notamment modifier le fonctionnement de la Commission consultative mise en place auprès de la Direction générale Soins de santé du SPF Santé publique ¹, il doit également être soumis à l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du SPF Santé publique ².

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable et adaptera le préambule en conséquence.

3. Si l'accomplissement des formalités susmentionnées devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

¹ Voir l'article 4 du projet : la modification envisagée au 1^o du projet étant susceptible, le cas échéant, d'avoir un impact budgétaire dans l'hypothèse où les externes seraient rémunérés pour leurs travaux.

² Voir l'avis 66.746/2 donné le 16 décembre 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 31 mars 2020 'modifiant l'arrêté royal du 11 juin 2018 fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes'. Dans son avis du 22 octobre 2019 rendu sur le projet précité, l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Service public fédéral (SPF) Sécurité sociale avait en effet fait remarquer que « [d]e instelling van de adviescommissie bij de FOD Volksgezondheid zal voor advies dienen voorgelegd te worden aan de aldaar geaccrediteerde IF. »

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'alinéa 1^{er} sera complété par la mention de l'article 55, § 3, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée du 14 juillet 1994 ») dès lors que celui-ci constitue également le fondement juridique du projet à l'examen ³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Tel que rédigé, le paragraphe 1^{er} (lire : le 1^o) ⁴ manque de clarté.

Dans son avis 74.564/2 donné le 26 octobre 2023 sur un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en dentisterie', la section de législation a déjà observé, s'agissant d'une disposition similaire, ce qui suit :

« Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé que :

'In de praktijk kan het zo zijn dat een stagiair tijdens eenzelfde periode door meerdere stagemeesters begeleid wordt en/of dat een stagiair uitzonderlijk geen voltijdse stage volgt. Ook is het niet zo dat de stagebegeleiding steeds een volledige kalendermaand bestrijkt. In deze gevallen voorziet het KB in een vergoeding, die evenwel proportioneel berekend wordt op basis van de activiteitsgraad van elke kandidaat per stagemeester per stageperiode en op basis van het aantal dagen begeleide stage binnen een kalendermaand'.

Au vu de l'intention poursuivie et afin d'assurer une meilleure lisibilité du texte en projet, la première phrase du paragraphe 2 sera mieux rédigée comme suit :

'§ 2. Cette indemnité est fixée par mois civil complet d'encadrement d'un stagiaire à taux d'activité plein pendant lequel le maître de stage agit en qualité de maître de stage exclusif.'

³ L'article 55, § 3, a été modifié par la loi du 29 novembre 2022.

⁴ L'article 1^{er} sera en effet mieux rédigé comme suit :

« Article 1^{er}. À l'article 4 de l'arrêté royal du 11 juin 2018 fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 septembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, [la suite comme au projet] ;

2^o l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante [la suite comme au projet] ;

3^o l'alinéa 3 est abrogé ». (*Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-9-1).

Par ailleurs, au même paragraphe 2, les mots 'En cas d'insuffisance concernant le mois complet d'encadrement du stage' seront remplacés par les mots 'Dans l'hypothèse où un maître de stage n'a pas encadré un candidat pendant un mois civil complet'. En outre, la précision selon laquelle il s'agit de jours 'calendaires' est inutile ⁵.

Enfin, dans le texte français du paragraphe 2, la dernière phrase sera conjuguée à l'indicatif présent ».

Le paragraphe 1^{er} sera par conséquent revu en ce sens.

Article 2

1. Il convient de faire figurer le texte en projet entre guillemets et d'indiquer, à l'intérieur de ces guillemets, qu'il s'agit de l'article 4/1.

2.1. L'article 4/1, § 1^{er}, en projet impose aux entités fédérées ⁶ l'obligation de communiquer à l'INAMI des données à caractère personnel relatives aux candidats.

Imposer aux entités fédérées l'obligation de communiquer des données à caractère personnel est contraire au principe d'autonomie et requiert, en principe, la conclusion d'un accord de coopération ⁷.

L'article 4/1, § 3, alinéa 2, en projet précise toutefois que « le transfert de ces données des entités fédérées à l'INAMI peut être effectué par le SPF Santé publique ».

Interrogé à propos d'une disposition identique dans le cadre de l'avis 74.564/2, le délégué du Ministre avait répondu ce qui suit :

« In uitvoering van een Protocolakkoord tussen de federale regering en de Gemeenschappen host de FOD Volksgezondheid een gezamenlijke applicatie (E-CAD) voor het beheren van de erkenningen en de praktijkvergunningen van gezondheidszorgbeoefenaars. Bijgevolg kan de FOD Volksgezondheid in de hoedanigheid van onderaannemer technisch instaan voor de gegevensoverdracht van gegevens inzake stageperiodes ».

Le fait que le SPF Santé publique héberge actuellement une application commune « e-CAD » ne permet néanmoins pas à l'autorité fédérale d'autoriser unilatéralement le SPF Santé publique à transmettre les données des entités fédérées à l'INAMI.

⁵ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 95, a).

⁶ Interrogé à propos d'une disposition identique dans le cadre de l'avis 74.564/2 du 26 octobre 2023 à propos d'un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en dentisterie', le délégué du Ministre avait en effet confirmé que les « autorités compétentes » visées au paragraphe 1^{er} étaient le SPF Santé publique et les entités fédérées.

⁷ Voir notamment en ce sens, l'avis 73.211/1-3-4 donné le 28 avril 2023 sur un avant-projet de loi 'portant dispositions diverses en matière d'économie' (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3392/001, pp. 146 à 178) et l'avis 73.607/1 donné le 8 juin 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 août 2023 'relatif à une aide aux entreprises impactées négativement par le Brexit dans leurs activités à l'international'.

2.2. Le même principe d'autonomie s'oppose également à ce que l'autorité fédérale désigne unilatéralement les entités fédérées comme responsables du traitement de données à caractère personnel⁸.

2.3. Le dispositif sera par conséquent revu à la lumière de la présente observation.

3. Il n'appartient pas au Roi de reproduire dans un arrêté royal une règle déjà inscrite dans une loi. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question.

La seconde phrase du paragraphe 1^{er} en projet sera dès lors omise étant donné qu'elle paraphrase l'article 55, § 4, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994.

Une autre solution pourrait consister à renvoyer, dans l'arrêté en projet, à cette disposition légale. Dans cette hypothèse, il sera précisé qu'il s'agit du Service des soins de santé de l'INAMI.

La seconde phrase du paragraphe 1^{er} en projet sera par conséquent revue.

4. Au paragraphe 2 en projet, l'énumération présentée sous la forme de signes typographiques sera remplacée par une numérotation⁹. En tout état de cause, l'utilité du tiret n'apparaît pas puisqu'il est unique.

5. Au même paragraphe, conformément au principe de minimisation des données prescrit par l'article 5, paragraphe 1, c), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), l'auteur du projet s'assurera de la nécessité de la mise à disposition du numéro de registre national du maître de stage, plutôt que du numéro INAMI.

6. De l'accord du délégué du Ministre, au vu de l'objet du paragraphe 2 en projet, l'actuel article 2, § 2, de l'arrêté royal du 11 juin 2018 doit être abrogé.

Le dispositif sera par conséquent complété en ce sens.

7. Au paragraphe 4 en projet, interrogé quant à la portée du mot « irréfutable » à propos d'une disposition identique dans le cadre de l'avis 74.564/2, le délégué du Ministre avait précisé ce qui suit :

« De gegevens aangehaald in §§ 1-3 zijn de authentieke bron en het onweerlegbare bewijs van stagemeesterschap & begeleide stages gedurende het jaar waarop de vergoeding betrekking heeft. Toevoegingen in het kader van een betwistingsprocedure zoals voorzien

⁸ Voir l'article 4/1, § 3, alinéa 1^{er}, en projet.

⁹ Il n'est pas recommandé d'utiliser des « puces » dans un texte normatif parce que celles-ci sont de nature à compliquer des références ultérieures faites à la règle y énoncée. Il vaut dès lors mieux remplacer ces « puces » par « 1° », « 2° » et « 3° » (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 59).

in artikel 8 van het KB worden bijgevolg niet aanvaard, behoudens in specifieke gevallen zoals bv. bedrog of een administratieve fout van een medewerker van een in § 2 en § 3 bedoelde instantie of van het RIZIV ».

Il ressort de la réponse du délégué du Ministre que, conformément au droit à la rectification des données à caractère personnel ¹⁰ et à l'article 7 de l'arrêté royal du 11 juin 2018, il est permis au maître de stage de contester les données le concernant et le calcul de l'indemnité issu de celles-ci (en cas par exemple d'erreur matérielle d'encodage de celles-ci). Le paragraphe 4 en projet vise d'ailleurs cette hypothèse d'erreur administrative. Au vu de l'intention poursuivie, il est par conséquent suffisant d'indiquer que

« [l]es données visées au paragraphe 1^{er} sont utilisées par l'INAMI pour calculer l'indemnité due pour l'année de prime concernée ».

Article 3

1. Tel que formulé, le paragraphe 3 en projet manque de clarté. Ainsi, la question se pose de savoir ce que l'on entend par « une indisponibilité absolue de la publication ». Par ailleurs, il y a une discordance entre la version néerlandaise et la version française du texte. Si telle est bien l'intention poursuivie, mieux vaudrait écrire :

« § 3. Si les modalités d'introduction de la demande visées au paragraphe 1^{er} ne sont pas mises à la disposition des maîtres de stage par l'INAMI au 1^{er} juin ou plus tard, [...] ».

2.1. Tel que formulé, le paragraphe 4 en projet manque de clarté.

2.2. Interrogé à propos d'une disposition identique dans le cadre de l'avis 74.564/2, le délégué du Ministre avait précisé que l'hypothèse visée était celle « dans laquelle l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l'indemnité (sauf le numéro de compte du maître de stage) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le maître de stage ».

Contrairement à ce que laisse accroire le dispositif, la dispense de demande d'indemnisation s'applique ainsi à l'ensemble des maîtres de stage pour lesquels l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l'indemnité et non pas à « tout ou partie des maîtres de stage ».

2.3. Interrogé également quant à la manière dont les maîtres de stage seront informés du fait qu'ils ne doivent pas introduire de demande d'indemnisation, le délégué du Ministre avait répondu ce qui suit :

« We voorzien een elektronische (of bij gebrek aan elektronische contactgegevens een via de post opgestuurde), geïndividualiseerde communicatie naar alle in aanmerking komende stagemeesters ».

¹⁰ Article 16 du RGPD.

2.4. Dans un souci de sécurité juridique, le dispositif sera par conséquent clarifié en ce sens.

2.5. Enfin, le mot « prime » sera chaque fois remplacé par le mot « indemnité », afin de correspondre à la terminologie utilisée à l'article 55, § 1^{er} et § 3, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994'.

3. De l'accord du délégué du Ministre, à l'instar de l'actuel article 5, alinéas 2 à 5, de l'arrêté royal du 11 juin 2018, l'article 5 en projet sera complété par une disposition permettant de déroger aux délais visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et au paragraphe 4 en projet pour l'introduction des demandes pour l'année de référence 2022.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Op een vraag in verband met het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat dat advies was aangevraagd maar nog niet gegeven.

2. Het ontwerp is om advies voorgelegd aan de inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de Federale Overheidsdienst (FOD) Sociale Zekerheid.

Aangezien het ontwerp onder meer strekt tot wijziging van de werkwijze van de adviescommissie ingesteld bij het directoraat-generaal Gezondheidszorg van de FOD Volksgezondheid,¹ moet het ook worden voorgelegd aan de inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de FOD Volksgezondheid.²

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dat voorafgaande vormvereiste wordt vervuld en moet de aanhef dienovereenkomstig aanpassen.

3. Indien de aan de afdeling Wetgeving voorgelegde tekst naar aanleiding van de vervulling van de voormelde vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en die niet eveneens voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

¹ Zie artikel 4 van het ontwerp: de wijziging die de bepaling onder 1° van het ontwerp in het vooruitzicht stelt, kan een weerslag op de begroting hebben in het geval dat de externen zouden worden vergoed voor hun werkzaamheden.

² Zie advies 66.746/2 van 16 december 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 31 maart 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten’. In zijn advies van 22 oktober 2019 over dat ontwerp heeft de inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de Federale Overheidsdienst (FOD) Sociale Zekerheid immers opgemerkt: “De instelling van de adviescommissie bij de FOD Volksgezondheid zal voor advies dienen voorgelegd te worden aan de aldaar geaccrediteerde IF.”

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Het eerste lid moet worden aangevuld met de vermelding van artikel 55, § 3, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: “de gecoördineerde wet van 14 juli 1994”), aangezien dat artikel eveneens rechtsgrond biedt voor het voorliggende ontwerp.³

DISPOSITIEF

Artikel 1

Paragraaf 1 (lees: de bepaling onder 1°)⁴ is in zijn huidige versie onduidelijk.

In advies 74.564/2 van 26 oktober 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de tandheelkunde’ heeft de afdeling Wetgeving in verband met een vergelijkbare bepaling reeds het volgende opgemerkt:

“Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

‘In de praktijk kan het zo zijn dat een stagiair tijdens eenzelfde periode door meerdere stagemeesters begeleid wordt en/of dat een stagiair uitzonderlijk geen voltijdse stage volgt. Ook is het niet zo dat de stagebegeleiding steeds een volledige kalendermaand bestrijkt. In deze gevallen voorziet het KB in een vergoeding, die evenwel proportioneel berekend wordt op basis van de activiteitsgraad van elke kandidaat per stagemeester per stageperiode en op basis van het aantal dagen begeleide stage binnen een kalendermaand.’

Gelet op de nagestreefde bedoeling en ter wille van een betere leesbaarheid van de ontworpen tekst zou de eerste zin van paragraaf 2 beter als volgt worden geredigeerd:

‘§ 2. Deze vergoeding wordt vastgelegd per volledige kalendermaand stagebegeleiding van een stagiair met een volledige activiteitsgraad, gedurende welke de stagemeester optreedt als exclusieve stagebegeleider.’

³ Artikel 55, § 3, is gewijzigd bij de wet van 29 november 2022.

⁴ Artikel 1 kan immers beter worden gesteld als volgt:

“Artikel 1. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 september 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden (voorts zoals in het ontwerp);

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin (voorts zoals in het ontwerp);

3° het derde lid wordt opgeheven” (*Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 4-2-9-1).

Voorts moeten in dezelfde paragraaf 2 de woorden “Inzake enig gebrek inzake de volledige maand stagebegeleiding” worden vervangen door de woorden ‘In het geval waarin een stagemeester een kandidaat niet gedurende een volledige kalendermaand heeft begeleid’. Ook is de precisering dat de dagen in kwestie ‘kalenderdagen’ zijn, overbodig.⁵

Ten slotte moet het werkwoord in de Franse tekst van de laatste zin van paragraaf 2 in de tegenwoordige tijd staan.”

Paragraaf 1 moet bijgevolg in die zin worden herzien.

Artikel 2

1. De ontworpen tekst dient tussen aanhalingstekens te worden geplaatst en binnen die aanhalingstekens dient te worden aangegeven dat het gaat om artikel 4/1.

2.1. Het ontworpen artikel 4/1, § 1, verplicht de deelstaten⁶ persoonsgegevens van de kandidaten aan het RIZIV mee te delen.

De verplichting voor de deelstaten om persoonsgegevens mee te delen, is in strijd met het autonomiebeginsel en vereist in principe dat een samenwerkingsakkoord wordt gesloten.⁷

In het ontworpen artikel 4/1, § 3, tweede lid, wordt evenwel gesteld dat “[d]e overdracht aan het RIZIV van de gegevens aangeleverd door de gemeenschappen kan [worden] uitgevoerd (...) door de FOD Volksgezondheid”.

Op een vraag over een identieke bepaling, in het kader van advies 74.564/2, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“In uitvoering van een Protocolakkoord tussen de federale regering en de Gemeenschappen host de FOD Volksgezondheid een gezamenlijke applicatie (E-CAD) voor het beheren van de erkenningen en de praktijkvergunningen van gezondheidszorgbeoefenaars. Bijgevolg kan de FOD Volksgezondheid in de hoedanigheid van onderaannemer technisch instaan voor de gegevensoverdracht van gegevens inzake stageperiodes.”

⁵ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 95, a).

⁶ In het kader van advies 74.564/2 van 26 oktober 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de tandheelkunde’, heeft de gemachtigde van de minister naar aanleiding van een vraag over een identieke bepaling namelijk bevestigd dat de in paragraaf 1 bedoelde “bevoegde instanties” de FOD Volksgezondheid en de deelstaten zijn.

⁷ Zie in die zin onder meer advies 73.211/1-3-4 van 28 april 2023 over een voorontwerp van wet ‘houdende diverse bepalingen inzake economie’ (*Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3392/001, 146 tot 178) en advies 73.607/1 van 8 juni 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 augustus 2023 ‘betreffende steun voor ondernemingen die negatieve gevolgen van de Brexit ondervinden in hun internationale activiteiten’.

Het feit dat een gemeenschappelijke applicatie, “eCAD”, momenteel bij de FOD Volksgezondheid is ondergebracht, betekent nog niet dat de federale overheid aan de FOD Volksgezondheid eenzijdig toestemming kan verlenen de gegevens van de deelstaten aan het RIZIV over te zenden.

2.2. Hetzelfde autonomiebeginsel verhindert ook dat de federale overheid eenzijdig de deelstaten aanwijst als verantwoordelijken voor de verwerking van persoonsgegevens.⁸

2.3. Het dispositief moet bijgevolg in het licht van deze opmerking worden herzien.

3. Het hoort niet dat de Koning een regel die al in een wet vervat is, overneemt in een koninklijk besluit. Zo’n werkwijze kan namelijk onduidelijkheid creëren over de aard van de regel in kwestie.

De tweede zin van de ontworpen paragraaf 1 moet dus worden weggelaten, aangezien hij een parafrase is van artikel 55, § 4, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994.

Een andere mogelijkheid zou kunnen zijn om in het ontworpen besluit naar die laatstgenoemde wetsbepaling te verwijzen. In dat geval moet nader worden gesteld dat het gaat om de Dienst voor geneeskundige verzorging van het RIZIV.

De tweede zin van de ontworpen paragraaf 1 moet bijgevolg worden herzien.

4. In de ontworpen paragraaf 2 moet een opsomming met nummering worden gebruikt, in plaats van een opsomming met opsommingstekens.⁹ Los daarvan is het streepje nutteloos omdat het het enige streepje van de opsomming is.

5. Wat diezelfde paragraaf betreft, moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen of het nodig is dat het rijksregisternummer van de stagemeeester wordt verstrekt, veeleer dan zijn RIZIV-nummer, gelet op het beginsel van minimale gegevensverwerking, voorgeschreven door artikel 5, lid 1, c), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”).

6. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat, gelet op de strekking van de ontworpen paragraaf 2, het huidige artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 moet worden opgeheven.

⁸ Zie het ontworpen artikel 4/1, § 3, eerste lid.

⁹ Het gebruik van “bolletjes” in een normatieve tekst wordt afgeraden omdat het het moeilijker maakt naderhand nog naar de regel in kwestie te verwijzen. Men kan ze beter vervangen door “1°”, “2°” en “3°” (*Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 59).

Het dispositief moet bijgevolg in die zin worden aangevuld.

7. Wat de ontworpen paragraaf 4 betreft, heeft de gemachtigde van de minister, naar aanleiding van een vraag in het kader van advies 74.564/2 over de draagwijdte van het woord “onweerlegbaar” in een identieke bepaling, de volgende verduidelijking gegeven:

“De gegevens aangehaald in §§ 1-3 zijn de authentieke bron en het onweerlegbare bewijs van stagemesterschap & begeleide stages gedurende het jaar waarop de vergoeding betrekking heeft. Toevoegingen in het kader van een betwistingsprocedure zoals voorzien in artikel 8 van het KB worden bijgevolg niet aanvaard, behoudens in specifieke gevallen zoals bv. bedrog of een administratieve fout van een medewerker van een in § 2 en § 3 bedoelde instantie of van het RIZIV.”

Uit het antwoord van de gemachtigde van de minister volgt dat de stagemester, overeenkomstig het recht op rectificatie van de persoonsgegevens¹⁰ en overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 11 juni 2018, de juistheid kan betwisten van de gegevens die op hem betrekking hebben alsook van de daaruit voortvloeiende berekening van de vergoeding (bijvoorbeeld wanneer bij het invoeren van die gegevens een materiële fout is gemaakt). De ontworpen paragraaf 4 vermeldt trouwens dat geval van een administratieve fout. Gelet op het nagestreefde doel, volstaat het bijgevolg het volgende te stellen:

“De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden door het RIZIV gebruikt om de vergoeding te berekenen die voor het betreffende premiejaar verschuldigd is”.

Artikel 3

1. De ontworpen paragraaf 3 is in zijn huidige versie onduidelijk. Zo rijst de vraag wat men bedoelt met “de absolute onbeschikbaarheid van de publicatie”. Voorts stemmen de Nederlandse en de Franse tekst niet overeen. Men zou, indien dat overeenstemt met de bedoeling, beter het volgende schrijven:

“§ 3. Indien het RIZIV de nadere regels voor het indienen van de aanvraag, bedoeld in paragraaf 1, niet op 1 juni of later ter beschikking heeft gesteld van de stagemesters, (...)”

2.1. De ontworpen paragraaf 4 is in zijn huidige versie onduidelijk.

2.2. Naar aanleiding van een vraag over een identieke bepaling, in het kader van advies 74.564/2, heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat het geval werd bedoeld waarin “l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l'indemnité (sauf le numéro de compte du maître de stage) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le maître de stage”.

¹⁰ Artikel 16 van de AVG.

In tegenstelling tot wat het dispositief doet uitschijnen, geldt de vrijstelling van de aanvraag om een vergoeding dus voor alle stagemeesters over wie het RIZIV reeds alle nuttige informatie heeft om de vergoeding te kunnen berekenen, en niet voor “een deel of het geheel van stagemeesters”.

2.3. Op de vraag hoe de stagemeesters te weten zullen komen dat ze geen vergoeding hoeven aan te vragen, heeft de gemachtigde van de minister voorts het volgende geantwoord:

“We voorzien een elektronische (of bij gebrek aan elektronische contactgegevens een via de post opgestuurde), geïndividualiseerde communicatie naar alle in aanmerking komende stagemeesters.”

2.4. Het dispositief moet omwille van de rechtszekerheid dan ook in die zin worden verduidelijkt.

2.5. Ten slotte moet, ter wille van de terminologische samenhang met artikel 55, § 1 en § 3, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, het woord “premie” telkens worden vervangen door het woord “vergoeding”.

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat, naar het voorbeeld van het huidige artikel 5, tweede tot vijfde lid, van het koninklijk besluit van 11 juni 2018, het ontworpen artikel 5 moet worden aangevuld met een bepaling die voorziet in mogelijke afwijkingen van de termijnen, bedoeld in de ontworpen paragrafen 1, eerste lid, en 4, voor het indienen van aanvragen voor het referentiejaar 2022.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX